

## **Pour que Paris 1 soit une université publique, laïque et gratuite pour tous :**

### **Non à la privatisation et au rapprochement des universités !**

### **Non à la mise en place du Pôle d'excellence ParisCentre et de l'Ecole d'Economie de Paris !**

Dans le cadre de la campagne nationale de la FSEUL contre la mise en place des pôles d'excellence, nous tenons à faire part aux étudiants de Paris 1 de la situation de leur université face aux actuelles attaques contre l'enseignement supérieur. Depuis la réforme ECTS / LMD de 2001, l'université publique subit une privatisation forcée qui a pour objectif final la constitution de pôles d'excellence.

Ces futurs pôles seront des campus issus de la fusion d'universités et de grandes écoles et auront comme objectif un enseignement élitiste basé sur une forte sélection à l'entrée, que ce soit par dossier ou par des frais d'inscription de plusieurs milliers d'euros. Le gouvernement a décidé d'une mise en place progressive de ces pôles passant par différents moyens. Ainsi, les universités ont le choix entre plusieurs statuts juridiques et plusieurs types de fusion pour préparer à terme ces grands pôles d'excellence qui seront une petite dizaine contre 84 universités aujourd'hui.

L'université de Paris 1 n'échappe pas à ce mouvement, dont les conséquences pour l'étudiant sont claires : la destruction de l'enseignement public va achever la disparition des diplômes nationaux, l'entrée des entreprises privées dans le financement des universités avec en contrepartie un droit de regard sur le contenu des cours et sur le nombre d'étudiants dans le cursus, des frais d'inscription de plusieurs milliers d'euros fixés librement par l'université, la mise en place d'une sélection à l'entrée, stages obligatoires non rémunérés visant à exclure les étudiants salariés...

### **L'université de Paris 1 dans le cadre de la mise en place des pôles d'excellence.**

Paris 1 fait aujourd'hui partie d'un PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur) avec Paris 5 et Paris 7, appelé " ParisCentre " dont la constitution officielle devrait intervenir rapidement par décret. Ce PRES, qui n'est pour le moment qu'un rapprochement d'universités visant à mutualiser certains services, notamment dans la recherche, a pour vocation de devenir un pôle d'excellence pluridisciplinaire transversal à vocation mondiale dont le financement sera assuré par les régions et les grandes entreprises. La mise en concurrence des universités et leur rapprochement a pour objet de faire " émerger " des pôles d'excellence élitiste et rentable où seules les universités les plus compétitives s'intégreront, les autres étant voués à disparaître ou à être totalement privatisés.

La mise en place de ce PRES va entraîner très la suppression de postes dans les administrations et parmi les enseignants, la suppression des UFR et des cursus en doublons. En effet, l'histoire est enseignée à Paris 1 et à Paris 7 ; le droit à Paris 1 et Paris 5 par exemple. La présidence de ce PRES sera assurée principalement par des personnalités extérieures à l'université et des membres du patronat local et qui pourront prendre sans concertations les principales décisions, notamment les choix financiers. Son objectif est d'associer les entreprises privées à la recherche universitaire, association sur la base d'un financement privé de la recherche publique et d'un droit de regard des entreprises sur le contenu, les moyens et l'objectifs des recherches universitaires.

A côté de la mise en place de ce PRES, Paris 1 a créé un RTRA (Réseau Thématique de Recherche Avancé), " l'Ecole d'Economie de Paris " qui bénéficie d'un capital de départ de 24 millions d'euros pour 300 étudiants<sup>1</sup>. Ce RTRA<sup>2</sup> préfigure la situation universitaire future si aucune mobilisation ne combat la privatisation et la casse du système public universitaire. Ce RTRA a pour vocation d'offrir à des étudiants triés sur le volet (sur des critères financiers et de dossier d'admission) une formation de haut niveau, élitiste afin de fournir aux grandes multinationales associées au financement de ce projet (Bouygues, SFR, Axa, Exane, Poweo, Société Générale, Accor) des cadres de haut niveau.

Lors du CA du 26 mars 2007, la présidence a voté l'adoption du " plan Phoenix ", qui consiste en un accord entre le Medef, 7 multinationales<sup>3</sup> et l'université. Ce plan, initié en premier lieu par l'université de Marne

<sup>1</sup> Pour comparaison, le budget annuel de Paris Dauphine est de 2,5 millions d'euros.

<sup>2</sup> Qui comprend l'ENS, l'EHESS, l'Université PARIS I, l'ENPC, le CNRS, l'INRA qui sont les établissements fondateurs et auxquels sont associés l'INSEE, l'AFD et l'INED.

<sup>3</sup> Axa, Pricewaterhouse Coopers, Renault, Siemens, Coca Cola, Société Générale et HSBC.

la Vallée, est un contrat qui vise à “ *construire une passerelle entre les formations généralistes et les grandes entreprises au niveau du master* ” (Libération du 26 mars 2007). Ces grandes multinationales s’engagent donc à recruter des titulaires de master de cursus généraliste. La contrepartie ? Ouverture de l’université aux forums université / emploi, permanence du Medef dans l’université, cours visant à former des futurs entrepreneurs, droit de regard des entreprises sur le contenu pédagogique des cursus. Ce plan est l’un des moyens utilisés par les entreprises privées pour entrer dans les conseils d’administration des universités et y imposer le contenu des cursus.

Un exemple des conséquences pour l’étudiant de l’entrée des entreprises privées : toujours dans le même conseil d’administration, la présidence a fait voter un accord avec AREVA, leader mondial du nucléaire civil, qui permet la création d’un master d’économie générale en partenariat avec cette multinationale avec pour condition un stage obligatoire à AREVA pour l’étudiant en M2. En contrepartie d’un financement ridicule au vue du chiffre d’affaire annuel de cette entreprise ( près de 11 milliard d’euros en 2006), AREVA peut bénéficier d’une main d’œuvre très qualifiée gratuite et prête à tout pour obtenir un poste fixe dans cette entreprise. Outre le contenu des cours décidé en accord avec l’entreprise, il est intéressant de voir que rien n’oblige AREVA à embaucher après l’obtention de ce master.

Dès lors, le calcul est simple pour cette entreprise qui va bénéficier chaque année de stagiaires gratuits en quantité voulue puisqu’il semble logique qu’AREVA ait, à terme, un droit de regard sur le nombre d’étudiants acceptés dans ce master. Elle ne gardera que les étudiants dévoués à la cause de l’entreprise et prêt à tout les sacrifices pour conserver leur place. De plus, lorsque l’on met en lien ce partenariat avec la réforme ECTS LMD et l’autonomisation des facs, le problème est que le contenu de ce master, décidé en accord avec AREVA, risque fort de ne pas intéresser toutes entreprises, ce qui pose le problème du devenir des travailleurs qui quitteront AREVA avec ce diplôme. En effet, en individualisant les diplômes, on casse le contenu national des diplômes et donc on supprime l’adossement du diplôme aux conventions collectives, permettant aux entreprises de négocier le salaire et les conditions de travail directement en tête à tête avec le futur salarié, qui ne pourra qu’accepter ces conditions sans concessions.

Enfin, on observe à Paris 1, comme dans toutes les universités françaises, une multiplication des Diplômes Universitaires (DU), qui sont des “ diplômes ” locaux. Ainsi, l’université décide du contenu du cursus, en accord avec les entreprises comme on l’a vu ci-dessus, et donc multiplie les stages, l’alternance, les modules professionnalisant, les interventions d’entrepreneurs, de DRH, de managers, tout cela au détriment des vrais cours. Les frais d’inscription pratiqués dans ces cursus préfigurent ce que tous les étudiants vont devoir payer à terme pour faire des études supérieures<sup>4</sup>. Le diplôme obtenu alors n’aura de valeur que s’il est “ labellisé ” par un pôle d’excellence reconnu. Par leur mise en concurrence des universités et la mise en place des pôles d’excellence, le gouvernement et le patronat veulent condamner l’université publique à disparaître au profit d’un système à l’anglo-saxonne.

Aujourd’hui, la nécessité est à l’organisation et à la mobilisation dans l’unité et jusqu’au bout contre la destruction de l’enseignement public. Pour cela, la mobilisation au niveau local est une nécessité, mobilisation qui passe par l’information des étudiants et leur organisation. Cependant, il ne faut en aucun cas oublier que ces attaques sont européenne et nationale dans leur application et une victoire locale ne saurait remettre en cause la mise en place de ces contre réformes. D’où une nécessité vitale pour les étudiants de défendre leurs universités, leurs diplômes, leurs avenir de travailleurs dès maintenant et à échelle nationale.

**Nous appelons tous les étudiants de Paris 1 et des autres universités à se mobiliser à rejoindre la FSEUL pour combattre pour un Enseignement public, laïc et gratuit pour tous de la maternelle à l’université !**

**Non à la fusion / privatisation des facs !**

**Non à la mise en place des pôles d’excellence !**

**Pour une université publique, laïque et gratuite pour tous !**

<sup>4</sup> Par exemple, le DU de droit allemand est à 2400 euros le cycle court et 2600 pour le cycle long cette année.